



Communiqué de presse

Berne, le 10 septembre 2015

Fondation de l'association « Une Suisse sans grands prédateurs »

L'Association « Une Suisse sans grands prédateurs » a été fondée à Berne. Par la création de cette organisation, ses membres veulent démontrer que la problématique des grands prédateurs ne touche pas seulement des espaces isolés, mais bien l'ensemble du pays. Il s'agit aussi de rendre attentif l'administration fédérale, par rapport aux décisions prises par le Parlement. La nouvelle association a l'intention de défendre les intérêts des milieux agricoles et d'autres cercles concernés par la présence des grands prédateurs en Suisse. Les députés Georges Schnydrig (VS) et Germano Mattei (TI) ont été désignés en tant que co-présidents de cette organisation.

La nouvelle organisation veut mieux représenter les préoccupations de l'agriculture, des chasseurs, du tourisme, ainsi que des autres milieux concernés par les dégâts liés à la présence des grands prédateurs (loups, ours, lynx et les chacals dorés). Ces différents prédateurs prennent toujours plus d'espace en Suisse. Il ne s'agit donc plus d'un problème local, mais d'un phénomène touchant l'ensemble du pays. C'est pourquoi la nouvelle association a l'intention d'accroître la pression au niveau politique, afin qu'il soit enfin possible de trouver une solution au niveau national. Les cantons doivent pouvoir gérer eux-mêmes la question des grands prédateurs. D'autre part, cette association veut informer le public quant aux problèmes générés par les grands prédateurs.

Une association disposant d'une large base

Les membres de la nouvelle association nationale sont issus d'organisations cantonales et régionales provenant des cantons de Fribourg, des Grisons, du Tessin, de Vaud et du Valais. Dans plusieurs autres cantons, des tractations sont en cours pour la création d'organisations s'opposant également au retour des grands prédateurs. Ces associations cantonales demeurent indépendantes de la nouvelle organisation nationale, tout en poursuivant des objectifs similaires. L'existence de ces organisations, ainsi que leur base, démontre leur importance. Rien qu'en Valais, ce sont quelque 1500 personnes qui ont rejoint, en quelques semaines, les rangs de l'association cantonale.

Georges Schnydrig et Germano Mattei élus à la co-présidence

En désignant Georges Schnydrig et Germano Mattei à la co-présidence, la nouvelle association est parvenue à placer deux politiciens à sa tête qui connaissent parfaitement le dossier. Georges Schnydrig, député au grand Conseil Valaisan lutte depuis de nombreuses années contre la présence du loup et préside aussi l'association valaisanne pour un territoire sans grands prédateurs, fondée en avril 2015. Germano Mattei

représente son mouvement politique MontagnaViva au Grand Conseil tessinois et s'engage depuis de nombreuses années en faveur des régions de montagne. Il est aussi initiateur de l'Association tessinoise pour un territoire sans grands prédateurs. Les deux co-présidents ont soulevé dans leurs discours le grand mécontentement des agriculteurs avec la situation actuelle. Il faut trouver d'urgence une solution. Les cantons doivent recevoir la compétence de réguler les grands prédateurs eux même. En plus, il y a de sérieux doutes si les loups qui sont présents en Suisse sont vraiment des loups ou plutôt des hybrides qu'il ne faut pas protéger. Quant aux autres membres du Comité, il s'agit de Georges Junginger (SG), Hermann Plump (GR), Roger Schuwey (FR) et Jean-François Würsten (VD).

Mettre en œuvre les décisions du Parlement

La création de cette association est liée au fait que les acteurs confrontés aux grands prédateurs en ont assez de cette situation. Il est nécessaire de mettre en œuvre les décisions prises par le Parlement fédéral. En 2010, les Chambres fédérales ont accepté la motion Fournier, indiquant comment faire face à la présence du loup. Ce texte propose d'émettre des réserves quant au statut dont bénéficie le loup, dans le cadre de la Convention de Berne. Si ce n'est pas possible, la Suisse devrait se retirer de ce traité international, afin de renégocier le statut du loup dans le cadre d'une réadhésion. C'est d'ailleurs la voie choisie par onze Etats européens. L'association « Une Suisse sans grands prédateurs », estime que l'administration fédérale doit enfin mettre en œuvre cette décision prise par les parlementaires fédéraux.

L'agriculture et le tourisme particulièrement concernés

Comme l'ont démontré plusieurs membres du comité lors de leur intervention, les grands prédateurs provoquent d'importants dégâts dans l'agriculture. Dans plusieurs régions, la situation est tellement critique, qu'il a été décidé de ne plus utiliser certains alpages. C'est d'ailleurs le cas dans le Weisstannental (SG) où plusieurs exploitations d'estivage sont laissées à l'abandon. Dans le Haut-Valais, au cours des années passées, les moutons ont dû être désalpés plus tôt, afin d'éviter des attaques supplémentaires. A la Moosalp, même des mesures de protection comme des bergers, des patous et des clôtures électriques n'ont pas pu éviter des attaques de loup. Ces dégâts poussent certains agriculteurs à envisager de cesser leur activité. Cette situation a aussi un impact sur le secteur touristique. En raison du découragement de certains agriculteurs, les grands prédateurs contribuent à l'extension des forêts et au réembroussaillement d'importantes surfaces. Ces phénomènes influencent négativement l'évolution du paysage suisse et augmentent des risques de dangers naturels comme des glissements de terrains. D'autre part, lorsque des chiens de protection sont engagés pour surveiller les troupeaux, ces imposantes bêtes provoquent souvent des conflits avec les randonneurs et les cyclistes. Et les loups commencent à perdre de plus en plus le respect de l'homme. L'hiver passé, des chevaux ont été attaqués par un loup à Tourtemagne, en pleine de Rhône. Et aux grisons, des loups ont chassés des chevreuils à travers un village.

La situations des prédateurs en Europe

La Suisse n'est pas le seul pays confronté à la présence des grands prédateurs. Selon des estimations actuelles, il y aurait plus de 20'000 loups qui vivraient en Europe. Ce chiffre démontre que ce prédateur n'est plus menacé d'extinction et qu'il est possible de réduire son degré de protection. D'autre part, ces animaux ont provoqué d'importants dégâts dans les pays dans lesquels ils sont présents. L'année dernière, en France, ce sont 8200 moutons qui ont été tués. Même la ministre socialiste de l'environnement,

Ségolène Royal, a dû se résoudre à assouplir les critères permettant d'abattre les loups. En juillet 2015 elle a décidé d'abaisser le degré de protection des loups. Ces derniers temps, plusieurs attaques ont impliqué des êtres humains. Ainsi, ce printemps, en Russie, une femme aurait été tuée par des loups, alors qu'une dame de 55 ans a été grièvement blessée par un ours, en Sibérie. Une cavalière a aussi été poursuivie par des loups en Allemagne, au cours du mois d'avril et un joggeur a été grièvement blessé par un ours au Tyrol du sud. Rien de tel n'est arrivé pour l'instant en Suisse. C'est pourquoi il temps d'agir afin d'éviter de tels accidents.

Prochaines étapes

Durant les prochains temps, notre association a l'intention, avec la collaboration d'autres partenaires, de faire connaître nos revendications et d'informer le public sur le sujet.

Informations complémentaires

- Georges Schnydrig, Co-président de l'association « Une Suisse sans grands prédateurs » : Tél. 078 736 62 58
- Germano Mattei, Co-président de l'association « Une Suisse sans grands prédateurs » : Tél. 079 428 40 59

Annexes (en allemand seulement) :

- Factsheet concernant les loups en Europe
- Dossier Ours
- Rapport sur l'abandon d'alpages en Suisse
- Quel loup avons nous en Suisse ?